

# POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

## Bilan de la santé financière des ménages canadiens : pourquoi certains économisent-ils beaucoup plus que d'autres?

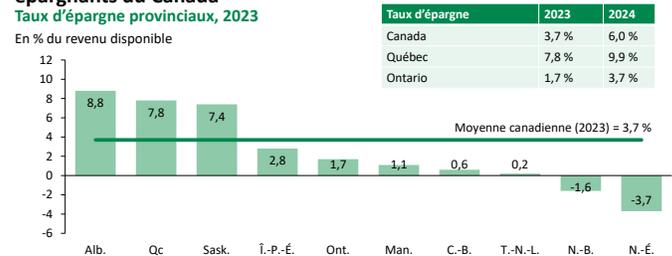
Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, Sonny Scarfone, économiste principal, et LJ Valencia, économiste

### FAITS SAILLANTS

- ▶ Qu'ont en commun le Québec, l'Alberta et la Saskatchewan? Ces provinces affichent actuellement les plus hauts taux d'épargne des ménages au Canada. Si les revenus élevés soutiennent l'épargne dans les provinces des Prairies, la performance du Québec est principalement attribuable à des dépenses des ménages plus faibles.
- ▶ La rémunération a connu une forte croissance au Québec au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à réduire l'écart de revenu avec les provinces où la rémunération est plus élevée. Néanmoins, le revenu disponible moyen des ménages de la province demeure nettement inférieur au niveau national.
- ▶ La baisse des dépenses des ménages dans toutes les tranches de revenus est un facteur clé expliquant le taux d'épargne élevé du Québec. En moyenne, les ménages québécois dépensent environ 15 000 \$ de moins que la moyenne nationale, et les ménages à revenu moyen dépensent environ 22 500 \$ de moins que leurs homologues de l'Ontario.
- ▶ L'abordabilité des logements et, plus généralement, les différences dans les prix à la consommation ont joué un rôle central dans ces tendances. L'abordabilité relative en Alberta et en Saskatchewan a également favorisé le taux d'épargne élevé de ces provinces. En revanche, le manque d'abordabilité en Colombie-Britannique et en Ontario, où les revenus sont élevés, a érodé l'épargne.
- ▶ Pour la suite, les différences régionales en matière de démographie, de coût du logement et de pressions économiques devraient entraîner des schémas d'épargne de plus en plus divergents d'une province à l'autre. Cette dynamique façonnera la résilience financière des ménages et influera sur les perspectives macroéconomiques générales.

Qu'ont en commun le Québec, l'Alberta et la Saskatchewan? Malgré leurs profils économiques distincts et leurs approches politiques souvent contrastées, ces trois provinces partagent une caractéristique notable : un taux d'épargne des ménages parmi les plus élevés au pays (graphique 1). Le taux d'épargne des ménages devrait y approcher les 10 % en 2024, un niveau qui n'avait pas été observé depuis la récession du début des années 1990 (exception faite de la pandémie). Cependant, bien que les chiffres globaux soient semblables, les facteurs sous-jacents diffèrent considérablement. Dans la présente note, nous examinons les dynamiques économiques et comportementales distinctes qui ont mené à des habitudes d'épargne semblables dans ces provinces. Et pour la suite, nous

**Graphique 1**  
L'Alberta, le Québec et la Saskatchewan abritent les plus gros épargnants du Canada



Note : Les chiffres reflètent les données les plus récentes disponibles pour toutes les provinces en date de 2023, les estimations pour 2024 étant incluses pour le Canada, le Québec et l'Ontario dans le tableau ci-dessus.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

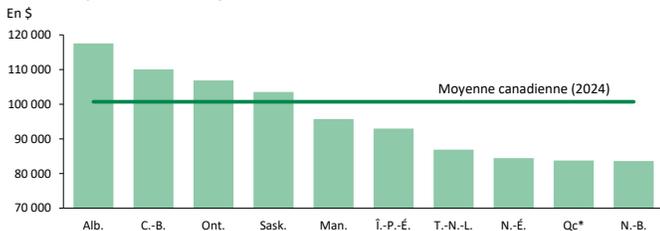
voyons comment l'évolution des tendances démographiques, économiques et politiques pourrait influencer sur l'épargne des ménages partout au pays au cours des prochaines années.

**Davantage d'argent? Pas de problème**

En 2024, le revenu disponible moyen des ménages a varié considérablement d'une province à l'autre au Canada. Il a dépassé la moyenne nationale en Alberta, en Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan, tout en demeurant en deçà au Québec, au Manitoba et dans les provinces de l'Atlantique (graphique 2).

**Graphique 2**

**Revenu disponible des ménages : le Québec et les provinces de l'Atlantique sont à la traîne**  
Revenu disponible des ménages, 2024



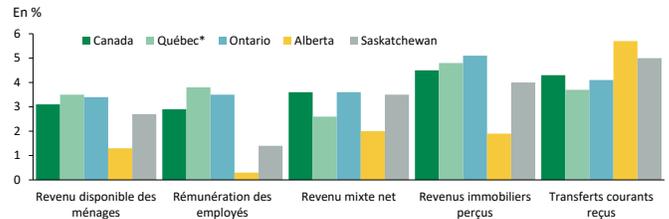
\* Ajusté à l'aide des données plus récentes de l'Institut de la statistique du Québec qui, combinées à notre propre estimation de la formation des ménages, portent le chiffre à 83 753 \$. La précédente estimation, publiée aux côtés de celles des autres provinces présentées ici, faisait état d'un chiffre de 82 738 \$ pour le Québec, ce qui le plaçait au dernier rang à ce moment-là. Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Au Québec, le revenu disponible moyen des ménages était légèrement inférieur à 84 000 \$ en 2024, un chiffre comparable à celui du Nouveau-Brunswick et moindre que celui de toutes les autres provinces. Ce résultat est inférieur de près de 17 % à la moyenne nationale et de près de 30 % à celui de l'Alberta, la province où les revenus sont les plus élevés au Canada. À 5,2 %, la croissance des revenus au Québec était à peu près en milieu de peloton en 2024 par rapport aux autres provinces et légèrement inférieure à la moyenne nationale de 5,5 %.

Comme l'indique le graphique 3, le revenu disponible moyen des ménages du Québec a augmenté à un rythme annuel légèrement plus rapide (3,5 %) que la moyenne nationale (3,1 %) au cours de la dernière décennie. Cette surperformance est en grande partie attribuable à la rémunération des employés, qui a augmenté de 3,8 % par année par ménage au Québec, comparativement à 2,9 % pour l'ensemble du Canada. Un facteur clé de la faible croissance du revenu national a été le ralentissement de l'activité liée aux ressources naturelles au début de 2014, qui a touché de façon disproportionnée l'Alberta et la Saskatchewan. La croissance de la rémunération par ménage en Ontario a été légèrement inférieure à celle du Québec au cours de la même période. Pour ce qui est des autres composantes du revenu, la croissance au Québec a grosso modo égalé la moyenne nationale.

**Graphique 3**

**Sources de revenus : des tendances contrastées chez les principaux épargnants au cours de la dernière décennie**  
Variation annuelle du revenu disponible des ménages, 2014-2024

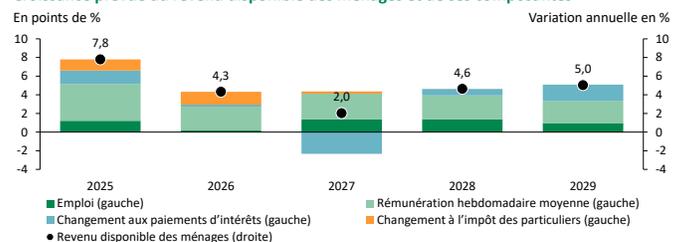


\* Ajusté à l'aide des données plus récentes de l'Institut de la statistique du Québec. Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Pour la suite, nous nous attendons à ce que la croissance du revenu disponible des ménages à l'échelle nationale s'accélère en 2025, en partie grâce aux récentes modifications de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers (graphique 4). Cela devrait soutenir la croissance continue du revenu en 2026, bien qu'à un rythme plus lent que cette année. À noter que le revenu disponible des ménages est une mesure nette qui exclut les transferts actuels aux gouvernements et aux sociétés, y compris les paiements d'intérêts. Dans cette optique, nous tenons également compte de l'incidence des renouvellements hypothécaires, qui devraient peser davantage sur la croissance des revenus en 2027.

**Graphique 4**

**Les baisses d'impôt offriront un contrepois modeste à la faible croissance du revenu disponible**  
Croissance prévue du revenu disponible des ménages et de ses composantes



Gouvernement du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Au niveau provincial, plusieurs régions offrent des études de cas utiles pour comprendre les disparités qui pourraient apparaître dans les années à venir. Au Québec, le vieillissement de la main-d'œuvre, la croissance naturelle de la population négative et la contribution décroissante de l'immigration devraient limiter la progression des revenus liés à la rémunération. Cela dit, les pressions salariales découlant de la contraction de la population active pourraient aider à compenser en partie le risque à la baisse. La province s'attaque actuellement à son déficit budgétaire important en limitant la croissance des dépenses. Si cette approche perdure, les services publics et les transferts de revenus pourraient être de plus en plus touchés (voir notre [commentaire](#) à ce sujet). De nouvelles mesures fiscales

pourraient éventuellement devoir être introduites, compte tenu de la nécessité pour la province d'équilibrer son budget d'ici 2029-2030. Parallèlement, les propriétaires d'habitations dans le marché relativement plus abordable du Québec sont moins vulnérables aux renouvellements hypothécaires en cours que dans d'autres provinces.

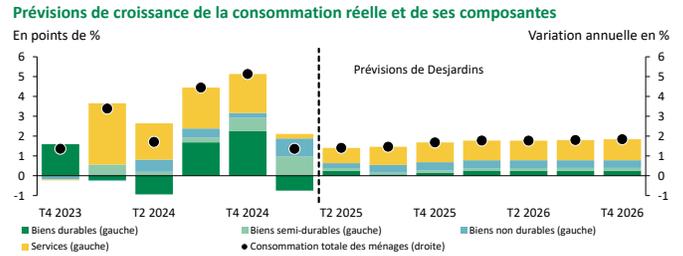
En Alberta, la croissance de la rémunération devrait être soutenue par données démographiques fondamentales plus solides, notamment une migration interprovinciale positive. Comme au Québec, la pression émanant des renouvellements hypothécaires sera probablement moindre en Alberta qu'en Colombie-Britannique ou en Ontario. Les pressions budgétaires devraient être plus modérées, bien que les revenus demeurent étroitement liés aux tendances des prix des matières premières. (Consultez nos plus récentes [perspectives économiques provinciales](#) pour en savoir plus.)

En Ontario, le portrait est plus mixte. La province n'est pas confrontée aux mêmes défis budgétaires et démographiques que le Québec, mais elle ne bénéficie pas non plus de l'abordabilité et de l'élan démographique de l'Alberta. De plus, on s'attend à ce qu'elle soit plus directement touchée par les renouvellements hypothécaires, qui pourraient peser davantage sur la croissance du revenu disponible des ménages. Son de cloche similaire pour la Colombie-Britannique.

**Des vents contraires attendent les consommateurs**

Comme la croissance du revenu disponible des ménages au Canada devrait ralentir après des gains probablement solides en 2024 et en 2025, des questions se posent naturellement quant aux conséquences sur les dépenses de consommation. Comme la consommation finale des ménages représente plus de la moitié du PIB annuel du Canada, des changements même modestes dans les habitudes de dépenses pourraient avoir des répercussions importantes sur l'activité économique globale. Comme nous l'avons indiqué dans nos [Prévisions économiques et financières](#) (PEF) de juin 2025, la croissance de la consommation des ménages (ajustée en fonction des prix) devrait demeurer modérée cette année et l'an prochain, après les gains notables enregistrés à la fin de 2024. Un ralentissement généralisé de l'activité de consommation est attendu au cours des prochains trimestres, avec les baisses les plus marquées du côté de la consommation de biens durables et semi-durables (graphique 5). Les ménages risquent de faire moins de gros achats en raison de l'effet combiné de la guerre commerciale en cours – qui engendre une hausse des prix et une incertitude accrue – et de la faiblesse du marché de l'habitation. La poussée récente des achats d'automobiles semble avoir été stimulée, du moins en partie, par les efforts visant à devancer les hausses de prix induites par les tarifs douaniers. Au Québec plus précisément, cette hausse a aussi coïncidé avec la fin, puis le rétablissement partiel de certains rabais pour les véhicules électriques, ce qui a pu entraîner une volatilité à court terme dans les données de consommation globale.

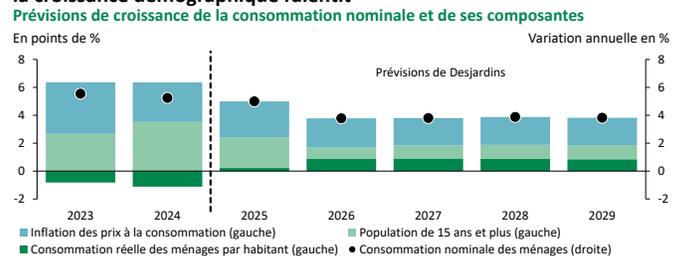
**Graphique 5**  
La consommation de biens durables et semi-durables devrait ralentir à court terme



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Malgré le ralentissement prévu de la croissance de la consommation globale, la consommation réelle par habitant devrait s'accroître à compter de 2026. Cela reflète la décélération attendue de la croissance démographique en raison du recul de l'immigration (graphique 6). La progression attendue de la consommation réelle par habitant fait suite à une période de recul au cours des deux dernières années, un recul qui n'était pas uniquement attribuable à la démographie. Les prix à la consommation élevés après la pandémie ont également fait diminuer le volume de biens et de services consommés. Comme l'inflation devrait se stabiliser, ce frein à la croissance de la consommation réelle devrait commencer à se résorber. (Consultez notre [analyse](#) des perspectives d'inflation de l'indice des prix à la consommation pour en savoir plus.)

**Graphique 6**  
La consommation réelle par habitant devrait augmenter à mesure que la croissance démographique ralentit



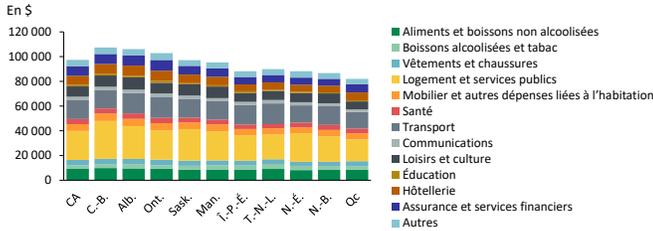
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Au chapitre de la consommation des ménages, des différences évidentes apparaissent entre les provinces. La Colombie-Britannique a affiché le plus haut niveau de consommation intérieure par ménage en 2024 (graphique 7 à la page 4). Sans surprise, la contribution la plus importante provenait des secteurs de l'habitation et des services publics, qui représentaient près de 30 % de l'ensemble du panier de consommation des Britanno-Colombiens l'an dernier.

**Graphique 7**

**La part des dépenses de consommation allouée au logement est beaucoup plus élevée en C.-B. que dans les autres provinces**

Consommation des ménages par province et dépenses, 2024



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

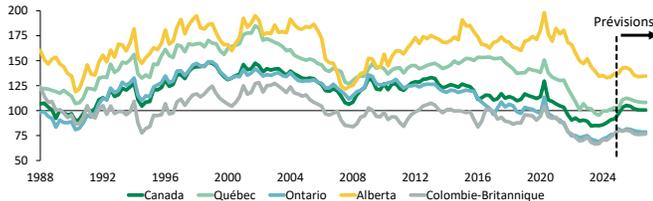
À l'inverse, la consommation par ménage attribuable au logement et aux services publics au Québec était à peine supérieure à 20 %, la plus faible proportion au Canada. L'abordabilité du logement joue un rôle clé ici, le Québec demeurant une province plus abordable que la moyenne nationale. Toutefois, nos recherches montrent que le logement est encore plus abordable en Alberta (graphique 8). Cela soulève une question importante : pourquoi la part de la consommation allouée au logement en Alberta (25 %) dépasse-t-elle celle de l'Ontario (23 %), malgré une meilleure abordabilité en Alberta?

**Graphique 8**

**L'Alberta et le Québec demeurent plus abordables que les autres grandes provinces**

Indice d'abordabilité Desjardins\*

Indice plus élevé = logements plus abordables



\* Suppose une mise de fonds de 20 %. Association canadienne de l'immobilier, Statistique Canada, Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

La réponse réside dans le niveau global des dépenses de consommation. En 2024, les Albertains ont alloué une proportion similaire de leur revenu plus élevé au logement que les Ontariens (environ 23 %), mais le ménage moyen de l'Alberta a dépensé 3 000 \$ de plus en logement que le ménage moyen de l'Ontario. Et même si la Colombie-Britannique demeure la province la plus exposée aux pressions financières liées au logement, la Nouvelle-Écosse s'approche graduellement des mêmes niveaux. Dans les deux provinces, les ménages ont consacré plus de 27 % de leur revenu au logement en 2024 – la plus forte proportion au pays.

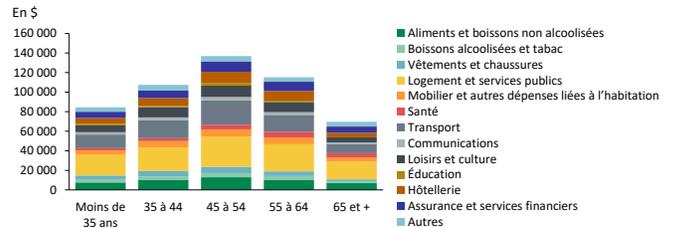
Au-delà du revenu et de l'abordabilité, des facteurs démographiques expliquent également les différences dans les dépenses par ménage. Les coûts du logement ont tendance à

plafonner chez les ménages dont la personne touchant le revenu principal a entre 45 et 54 ans, puis à diminuer par la suite. En 2024, les ménages âgés (65 ans et plus) ont dépensé le moins d'argent en termes absolus pour le logement (graphique 9). Les aînés allouaient également moins d'argent à la plupart des autres biens et services de consommation, à l'exception des soins de santé ainsi que des assurances et des services financiers, deux catégories représentant une plus grande part de leur revenu plus limité.

**Graphique 9**

**Les Canadiens plus âgés dépensent moins que les autres groupes d'âge sur presque tout**

Consommation des ménages par âge et dépenses, 2024



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Ce qui est gagné et ce qui est épargné**

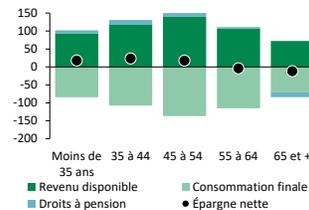
La démographie influence également les habitudes d'épargne divergentes observées au Canada. Si la consommation diminue souvent après les années où les revenus ont atteint un sommet, soit entre 45 et 54 ans, le revenu diminue généralement plus abruptement, surtout après 65 ans, ce qui fait basculer le taux d'épargne net des ménages en territoire négatif (graphique 10). Par exemple, le revenu des personnes âgées a chuté de plus de 15 % en moyenne en 2024. Cette dynamique contribue à expliquer pourquoi plusieurs provinces maritimes ont enregistré des taux d'épargne constamment négatifs au cours des dernières années.

**Graphique 10**

**L'épargne semble atteindre un sommet autour de 40 ans, avant que les revenus fassent de même**

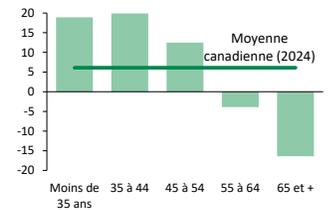
Comptes des ménages par âge, 2024

En milliers de dollars canadiens



Taux net d'épargne des ménages par âge, 2024

En % du revenu disponible



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

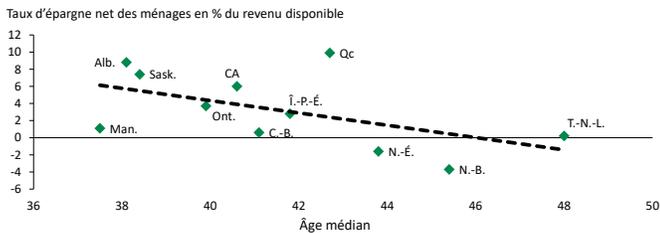
Dans le cas du taux d'épargne exceptionnellement élevé du Québec, le revenu des ménages plus faible et la tiédeur de la consommation s'accompagnent de conditions démographiques favorables (graphique 11). La population relativement âgée, mais économiquement active se concentre à l'étape de la vie où l'épargne atteint généralement un sommet. Toutefois, même en tenant compte de cet avantage démographique, le taux d'épargne moyen demeure élevé au Québec, ce qui laisse croire que d'autres facteurs comportementaux ou structurels pourraient aussi entrer en ligne de compte.

d'épargne est-elle surtout le fait des ménages les plus aisés? » en page 6.

Le Québec devrait demeurer parmi les provinces où le taux d'épargne des ménages sera le plus élevé au Canada d'ici la fin de 2026 (graphique 13). L'épargne a augmenté ailleurs au pays, mais cette tendance pourrait commencer à diverger de celle du Québec. L'Alberta et la Saskatchewan maintiendront probablement des taux d'épargne relativement élevés, même si la faiblesse des prix du pétrole pourrait avoir des effets adverses. En Ontario, le taux d'épargne devrait diminuer, car la sous-performance de l'économie et du marché du travail, en partie attribuable aux tensions commerciales avec les États-Unis, pèse sur les revenus des ménages. En Colombie-Britannique, le revenu des ménages est moins exposé aux tarifs douaniers en raison de la faible dépendance de la province au commerce avec les États-Unis, mais la capacité d'épargne pourrait y être limitée en raison des coûts élevés du logement. Dans les provinces de l'Atlantique, le taux d'épargne devrait demeurer près de zéro ou en territoire négatif en raison de la croissance modeste de la population, du profil démographique vieillissant et de la diminution de la migration internationale et interprovinciale. À long terme, le Québec risque de connaître un sort semblable en raison de sa population vieillissante.

**Graphique 11**  
Le Québec se démarque parmi ses pairs au chapitre du taux d'épargne pour un âge similaire

Taux d'épargne des ménages et âge médian par province, 2023 (2024 pour le Canada, le QC, et l'Ont.)

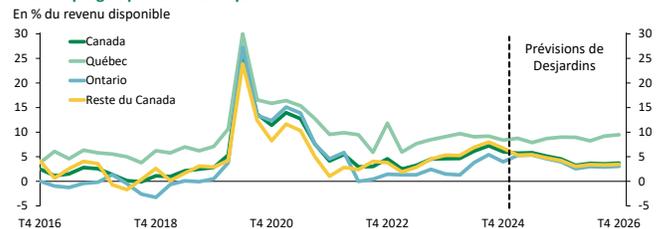


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Quoi qu'il en soit, la démographie n'est que l'une des explications du taux d'épargne élevé. Être une province où le revenu est plus important aide également (graphique 12). Cela explique pourquoi l'Alberta et la Saskatchewan se classent constamment parmi les provinces affichant les meilleurs taux d'épargne des ménages. En revanche, l'Ontario et la Colombie-Britannique, qui déclarent également des revenus moyens élevés, n'ont pas été en mesure de compenser les pressions financières associées au coût de la vie important, particulièrement en matière de logement. Les effets de distribution liés aux revenus et aux transferts au niveau provincial jouent aussi vraisemblablement un rôle. Pour mieux comprendre comment les revenus et les habitudes de dépenses influencent l'épargne sur tout le spectre des revenus au Québec, lisez l'encadré 1, « La surperformance du Québec en matière

**Graphique 13**  
L'épargne a augmenté partout au pays, mais cette tendance risque de diverger

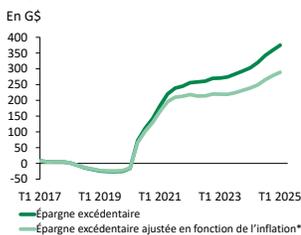
Taux d'épargne provinciaux et prévisions



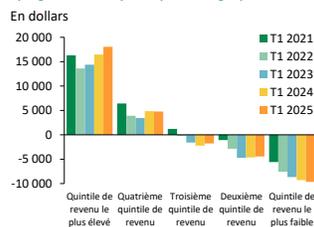
Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

**Graphique 12**  
Les ménages canadiens aisés continuent d'accroître leur épargne accumulée pendant la pandémie

Épargne excédentaire réelle et ajustée en fonction de l'inflation\*



Épargne nette moyenne par ménage, par revenu



\* La tendance sous-jacente est basée sur le taux de croissance moyen cumulé sur 5 ans du T4 2014 au T4 2019.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Risques liés aux perspectives pour les finances des ménages**

Le taux d'épargne global des ménages au Canada devrait diminuer par rapport à ses récents sommets, mais il demeurera probablement au-dessus des creux postpandémiques et de la moyenne d'avant la COVID. Néanmoins, ces perspectives comportent des risques importants qui méritent un examen plus approfondi.

**ENCADRÉ 1**

**La surperformance du Québec en matière d'épargne est-elle surtout le fait des ménages les plus aisés?**

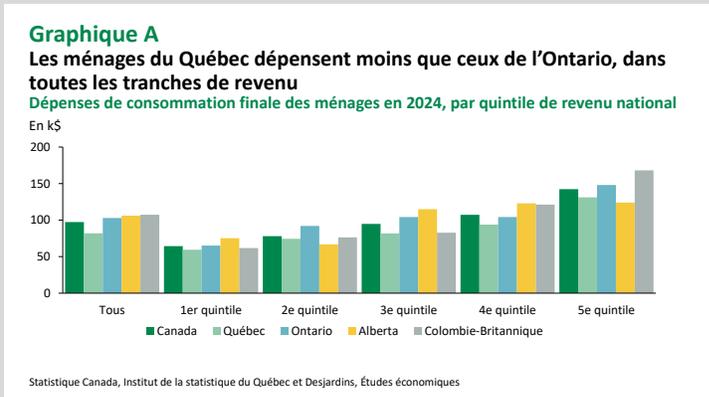
À la base, l'épargne représente la différence entre les revenus et les dépenses. Malgré des niveaux de revenus relativement modestes, le Québec affiche systématiquement un taux d'épargne des ménages parmi les plus élevés au pays depuis dix ans.

C'est particulièrement frappant, considérant la distribution des revenus de la province. Les ménages du Québec sont surreprésentés dans les quintiles de revenu nationaux inférieurs (un quintile de revenu représente 20 % d'un classement, dans ce cas-ci, les ménages classés selon leurs revenus, des plus faibles aux plus élevés). Dans une distribution parfaitement égale, 20 % des ménages de chaque province se retrouveraient dans chaque quintile national. En réalité, 25 % des ménages québécois se situent dans le dernier quintile, et 24 % se retrouvent dans l'avant-dernier quintile. Cela signifie que près de la moitié des ménages du Québec se retrouvent dans le dernier 40 % de la distribution nationale des revenus. À l'autre extrémité du spectre, seulement 11 % des ménages québécois figurent dans le quintile supérieur, soit environ la moitié de la part attendue dans une distribution uniforme.

Le taux d'épargne élevé de la province est largement attribuable à des dépenses des ménages plus faibles sur l'ensemble du spectre des revenus par rapport à la majeure partie du reste du Canada. Cet écart de dépenses varie d'environ 4 000 \$ à 5 000 \$ dans les deux quintiles de revenu inférieurs et dépasse 10 000 \$ dans les tranches de revenu les plus élevées (graphique A). En tenant compte des effets de composition, comme la part disproportionnée des consommateurs dans la moitié inférieure de la distribution des revenus, les ménages québécois dépensent environ 15 000 \$ de moins par année que la moyenne nationale.

Le contraste est d'autant plus frappant si l'on compare le Québec et l'Ontario : l'écart de dépenses atteint environ 22 500 \$ chez les ménages se situant dans le quintile central de la distribution nationale des revenus, même si la différence dans le revenu disponible moyen des ménages n'est que d'environ 11 000 \$. De plus, chez les ménages québécois classés dans le quintile national supérieur, le revenu disponible moyen est de 212 600 \$, ce qui est comparable à celui de l'Ontario et supérieur à la moyenne en Alberta et en Saskatchewan.

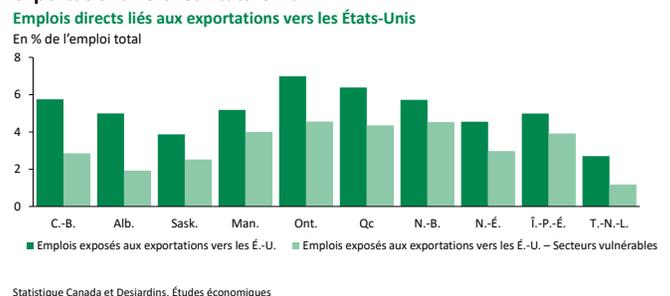
Pris ensemble, ces résultats soulèvent une question qui mérite une investigation plus approfondie : le taux d'épargne élevé du Québec est-il principalement attribuable aux ménages à revenu élevé qui profitent d'un coût de la vie plus bas? Dans l'affirmative, le chiffre global pourrait masquer des disparités importantes en matière de résilience financière dans l'ensemble de la distribution des revenus. Si l'épargne est concentrée de façon disproportionnée parmi les personnes ayant les revenus les plus élevés, la stabilité financière de la province pourrait être plus fragile qu'elle ne le paraît, notamment en contexte de choc économique.



L'un d'eux est le ralentissement de la croissance du revenu des ménages jusqu'en 2027; une économie ou un marché du travail faibles pourraient exercer une pression à la baisse sur l'emploi et les salaires. Ce risque est particulièrement important en Ontario et au Québec, les deux provinces les plus exposées à l'escalade tarifaire à l'heure actuelle (graphique 14).

Cela dit, un ralentissement plus prononcé pourrait inciter la Banque du Canada à diminuer les taux d'intérêt plus agressivement que ce qui est prévu actuellement. Dans un tel scénario, les baisses de taux pourraient compenser en partie la baisse des bénéfices. Des taux plus souples allégeraient

**Graphique 14**  
**Les emplois en Ontario et au Québec sont très sensibles aux exportations vers les États-Unis**

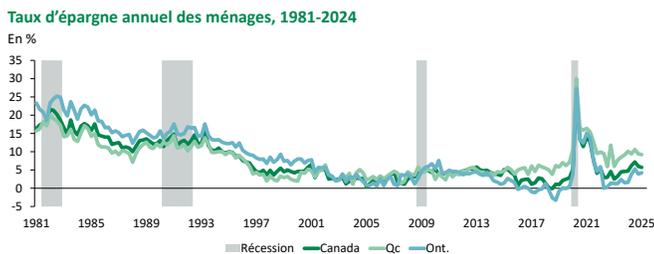


aussi le fardeau de la hausse des mensualités hypothécaires au renouvellement.

Un autre risque propre au Québec tient à la situation budgétaire de la province. Si le gouvernement veut augmenter les revenus pour éviter de couper dans les soins de santé et l'éducation, les ménages pourraient payer plus d'impôt, ce qui pèserait à la fois sur la consommation et sur l'épargne.

Historiquement, le taux d'épargne au Canada a eu tendance à progresser en période de repli, même lorsque les revenus diminuaient ou augmentaient plus lentement (graphique 15). Cela s'explique en grande partie par le fait que la réduction de la consommation des ménages est généralement plus importante que la baisse de leurs revenus. Par conséquent, si les tensions commerciales avec les États-Unis nuisent davantage aux bénéfices que prévu, la consommation des ménages pourrait ralentir de manière disproportionnée, accentuant le repli économique.

**Graphique 15**  
Le taux d'épargne tend à augmenter au début d'une récession

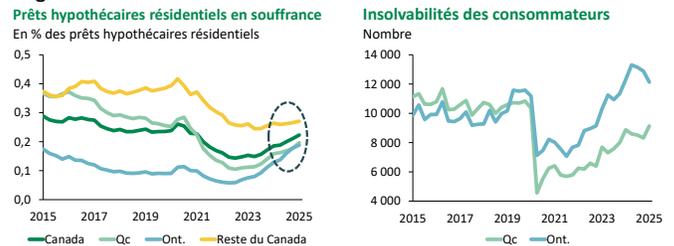


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'une des raisons pour lesquelles la consommation diminue souvent en période de ralentissement est que les ménages canadiens accordent la priorité aux paiements hypothécaires pour conserver leur demeure. (Nous avons [écrit](#) à ce sujet lorsque les taux d'intérêt ont recommencé à augmenter en 2022.) Toutefois, certaines tendances préoccupantes se dessinent. Les retards de paiement hypothécaires résidentiels prennent de l'ampleur. C'est particulièrement vrai en Ontario, où les arriérés ont dépassé ceux du Québec pour la première fois depuis le début de 2010 et continuent d'augmenter (graphique 16). Ils augmentent aussi en Colombie-Britannique, mais diminuent généralement ailleurs. Les cas d'insolvabilité des consommateurs ont aussi fortement progressé en Ontario et sont maintenant au-dessus de leur sommet d'avant la COVID, atteint au milieu des années 2010. Cela suggère que des coûts d'emprunt plus élevés pourraient jouer un rôle important dans cette situation. En revanche, les cas d'insolvabilité au Québec demeurent bien en deçà des niveaux pré-pandémiques. On observe une tendance similaire dans le Canada atlantique, tandis que les provinces de l'Ouest montrent

des tendances plus près de celles de l'Ontario. Pris ensemble, ces développements laissent entrevoir un fossé croissant dans la santé financière des consommateurs d'un bout à l'autre du pays, avec l'apparition d'une ligne de failles le long de la rivière des Outaouais.

**Graphique 16**  
Les arriérés hypothécaires et l'insolvabilité des consommateurs augmentent



Association des banquiers canadiens, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et Desjardins, Études économiques

Ces indicateurs de plus haut niveau pourraient n'être que le canari dans la mine de charbon. En 2023, l'Ontario a devancé la Colombie-Britannique en tant que province ayant les ménages les plus endettés du pays (graphique 17), et l'écart continue de se creuser. Compte tenu de l'exposition de l'Ontario aux tarifs douaniers américains et des données pour l'année en cours, qui laissent présager une pression croissante sur les ménages, la province la plus peuplée du Canada semble de plus en plus vulnérable à un ralentissement économique prolongé. En revanche, les ménages du Québec et de l'Alberta ont amélioré leurs indicateurs d'endettement, ce qui reflète des taux d'épargne élevés et permet une résilience face à un ralentissement commercial découlant des tarifs douaniers, particulièrement dans le cas du Québec. Ces tendances suggèrent que des politiques visant à améliorer l'abordabilité, surtout dans les provinces où les coûts sont élevés, comme l'Ontario et la Colombie-Britannique, pourraient contribuer à stimuler l'épargne et à réduire la vulnérabilité financière des ménages.

### Conclusion

La diversité économique du Canada se reflète non seulement dans ses industries et ses régions, mais aussi dans les revenus, les dépenses et l'épargne de ses ménages. Les provinces à revenu élevé comme l'Alberta et la Saskatchewan sont mieux placées pour épargner en vue de périodes difficiles grâce à une meilleure abordabilité, surtout du côté du logement. Pour sa part, le Québec maintient un taux d'épargne élevé malgré la baisse du revenu moyen des ménages, grâce à des dépenses restreintes et à une démographie favorable. Cependant, avec une croissance limitée de la population, une abordabilité du logement en baisse

par rapport à d'autres grandes provinces et un accent continu mis sur la consolidation budgétaire, la possibilité pour le Québec de combler l'écart économique avec le reste du pays dépendra de plus en plus de sa capacité à générer des emplois dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée.

Au bout du compte, ce qui importe le plus, ce n'est pas seulement le revenu des ménages, mais aussi leur capacité à épargner et leur décision de le faire. À mesure que les conditions économiques évoluent et que les pressions régionales se transforment, que ce soit sur le plan budgétaire ou démographique ou encore au chapitre de l'abordabilité du logement, l'épargne des ménages demeure un coussin important contre la volatilité, améliorant la résilience financière et soutenant la consommation pendant les ralentissements, atténuant du même coup l'incidence des chocs économiques. Il est essentiel de comprendre les moteurs régionaux et structureux du comportement d'épargne pour prévoir la réaction des ménages – et de l'économie en général – aux chocs futurs.